



La « Maison de l'Europe » à Irkoutsk — The « House of Europe » in Irkutsk

ment into the debtor's property while presenting in particular conceivable solutions concerning the issue of the rights of a third party. Mathieu Chardon mentioned point by point the problems encountered during the enforcement and in particular relating to the violations of the legislation relating to the enforcement of court decisions. Elisabeth Donovan developed in a particularly clear way the ways of ensuring the rights of the restitutioner, the debtor and other persons involved in enforcement actions.

The whole of the interventions will be the subject of a publication on the part of the Council of Europe.

At the end of enthralling debates, where our Russian fellow-members expressed all their interest for the French, Irish and Swedish legislations, Veronika Kotek addressed hers thanks to the whole of the participants, the Council of Europe experts and the Russian Law Academy. The perfect unfolding of this seminar, she indicated, will have allowed the Federal Service of judicial officers of the Russian Federation to take a further step towards the installation of measures allowing a harmonization of the legislation of this large country with the European standards promoted by the Council of Europe... And naturally by the UIHJ!

*Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovénie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Tatjana Krivec, présidente de la Chambre des huissiers de justice de Slovénie — Rajko Kotnik, State Secretary for Justice of Slovenia, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Tatjana Krivec, President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovenia*



## Vers une harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne

A l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Ljubljana le 12 avril 2007, l'UIHJ a rappelé l'importance de l'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne.

### Un contexte difficile

Alertée sur la situation préoccupante de la profession d'huissier de justice en Slovénie par Tatjana Krivec, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie, l'UIHJ s'était rendue à Ljubljana les 30 août au 1er septembre 2006 afin de rencontrer les autorités.

C'est à la suite de ces rencontres qu'il a été décidé d'organiser un colloque international à Ljubljana ayant pour thème : « *L'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne* ». Ce colloque a permis d'entendre des représentants de la profession venus d'Autriche, d'Allemagne, des Pays-Bas, de France, de Belgique, de Roumanie, du Portugal et de Slovénie et de dialoguer avec eux.

La quasi-totalité des 41 huissiers de justice étaient présents ainsi que M. Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovénie et des représentants des autorités.

Après quelques mots d'introduction prononcés par Tatjana Krivec, qui a souhaité la bienvenue à tous les participants ainsi qu'à la délégation de l'UIHJ menée par son président, Jacques Isnard, et aux intervenants venus de sept pays, Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice a, à son tour souhaité la bienvenue à tous au nom du ministère de la Justice et en son nom personnel. M. Kotnik a rappelé que « *la procédure d'exécution est une partie importante de l'organisation de la justice* » et que « *l'une des parties intégrantes de cette procédure d'exécution sont les huissiers de justice* ». Il a évoqué brièvement l'histoire de la profession d'huissier de justice en Slovénie pour aboutir à la réforme de 1998 et la création d'un corps d'huissiers de justice libéral en 2002 caractérisé

par le fait que les membres de cette profession n'exercent qu'une partie des voies d'exécution, essentiellement les saisies mobilières corporelles. L'un des problèmes, déplore M. Kotnik, est le retard dans le traitement des dossiers pendants devant les tribunaux, l'exécution des décisions de justice faisant partie du processus judiciaire. Un projet de loi, dite loi Lukenda, devrait, selon M. Kotnik, donner des effets à l'horizon 2010, en simplifiant des tâches du juge et en l'exonérant d'une partie de son travail, grâce notamment à une automatisation de certaines procédures, à l'instar de l'Autriche et de l'Allemagne.



Rajko Kotnik



Anton Lojowski, huissier de justice (Autriche) – Judicial Officer (Austria)



Carsten Beischall, huissier de justice (Allemagne) – Judicial Officer (Germany)

### Trois professions

Prenant la parole à son tour, Jacques Isnard s'est lancé dans un plébiscite pour l'harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne. S'adressant aux confrères slovènes et aux représentants des autorités, « L'Union européenne est une réalité. Vous êtes membres de l'UE. Il y a des règles qui s'imposent. L'UE doit se faire sur la base de la liberté, de la sécurité et de la justice. Tous les pays devront respecter les normes. Tous les systèmes européens sont articulés autour de trois piliers, de trois professions du droit : avocat, juge, huissier de justice. Le juge ne doit être là que pour trancher les litiges. Nous voulons permettre et faciliter la mise en place d'une profession d'huissier de justice harmonisée. Les pays qui veulent transgresser cette règle élémentaire du triple pilier font fausse route. Ce pilier existe et il est irréversible. Les trois professions doivent avoir la même connaissance de base. L'erreur est d'imaginer que la Slovénie va pouvoir mettre en place un système basé sur un déséquilibre. La création de l'espace de liberté, de sécurité et de justice a eu pour conséquence de provoquer la mise en place d'une juste exécution des décisions et une juste confiance entre les pays. Si les pays ne disposent pas des mêmes professions, la chaîne est rompue. Il est indispensable que s'instaurent des standards communs pour que les professions soient conçues sur le même modèle, qui est celui d'une profession à statut libéral et indépendante avec un haut niveau de formation juridique ».

### Un guichet unique

Puis ce fut le tour d'Anton Lojowski, Gerichtsvollzieher en Autriche, d'évoquer le système des voies d'exécution dans son pays. Notre confrère s'est montré particulièrement critique vis-à-vis du système en vigueur en son pays, estimant que la profession d'huissier de justice, qui ne fait pas l'objet du même développement que dans la plupart des autres pays de l'Union européenne, souffre d'un manque d'efficacité important.

Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles et premier secrétaire de l'UIHJ, a présenté le système en vigueur en France. La clé de l'efficacité, a résumé notre confrère, réside dans le fait que c'est l'huissier de justice, professionnel indépendant exerçant sous une forme libérale mais strictement contrôlée, qui intervient dans l'ensemble des mesures d'exécution prévues par les textes. Il s'agit en quelque sorte d'un guichet unique. Pour permettre cela, l'huissier de justice français doit avoir de hautes compétences juridiques, comme le juge, le notaire ou l'avocat, et suivre une formation poussée. Par ailleurs, la mission

de l'huissier de justice français ne se limite pas à la seule exécution, qui ne représente qu'une partie de ses activités. Il signifie les actes de procédures, élément essentiel de sécurisation des échanges à caractère juridique. Il dresse des constats, indispensables dans la recherche matérielle de la preuve. Il réalise des ventes aux enchères publiques volontaires ou judiciaires. Il procède au recouvrement amiable ou judiciaire de créances. Il donne des conseils juridiques et peut également exercer d'autres activités.

Adrian Stoica, huissier de justice à Constanza (Roumanie) et membre du bureau de l'UIHJ, a rappelé les changements opérés dans son pays et la réforme du statut de la profession, réalisée avant l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Les huissiers de justice ont en effet adopté avec succès un modèle basé sur le système français. Grâce à cela, les problèmes auxquels étaient confrontée la Roumanie liés au système fonctionnaire (manque de moyens, faible niveau de compétence, retard et inefficacité dans l'exécution) sont maintenant résolus.

### Des solutions en Allemagne et au Portugal

Carsten Beischall, Gerichtsvollzieher en Allemagne, a informé les participants du colloque et les représentants du ministère de la justice de Slovénie de l'évolution de la profession dans son pays. Il a expliqué les raisons qui ont poussé les autorités à mettre à plat la profession et à envisager l'adoption d'un statut basé sur le modèle aujourd'hui en vigueur dans l'Union européenne : manque de moyens de l'Etat, inefficacité, inadaptation et lenteur du système en place. Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du

*Une partie du public – A part of the public*





*José Vieira da Silva, président de la Chambre des Solicitadores de l'exécution du Portugal – President of the Chamber of Enforcement Solicitadores of Portugal*

Portugal, et José Vieira da Silva, président de la Chambre des Solicitadores de l'exécution du Portugal, ont expliqué tour à tour l'exemple particulier du Portugal. Devant l'inefficacité du système en place relatif à l'exécution des décisions de justice, les Solicitadores, juristes indépendants et libéraux chargés entre autre de l'instruction des dossiers devant les juridictions, ont obtenu la création d'une branche spéciale de Solicitadores chargés des procédures d'exécution. Créé voici quelques années, les Solicitadores da Execução ont permis de régler les problèmes qui rongeaient le service public de la justice et relatifs à l'exécution des décisions de justice. Le retard a été rapidement rattrapé et l'exécution des décisions de justice est aujourd'hui réalisée de façon efficace et satisfaisante.

### **Efficacité aux Pays-Bas et en Belgique**

Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-Bas) et membre questeur du Comité de l'UIHJ, a décrit en détail la profession de Gerechtsdeurwaarder en Hollande et son modèle basé sur la libre concurrence permettant notamment de prendre une grande partie du marché du recouvrement amiable et judiciaire de créances. Le système néerlandais de l'exécution se caractérise aujourd'hui par une très grande organisation et une efficacité reconnue des offices d'huissiers de justice qui se regroupent souvent sous la forme de réseaux comprenant plusieurs offices et plusieurs centaines d'employés. Les huissiers de justice néerlandais sont très compétitifs et offrent des services auxquels les grands donneurs d'ordre sont très sensibles. Ils sont à la fois juristes de haut niveau et chefs d'entreprise travaillant souvent sous les normes ISO.

*Adrian Stoica, Jos Uitdehaag, Mathieu Chardon, Anton Lojowski, Tatjana Krivec*



*Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st Secretary of the UIHJ*

Marc Schmitz, huissier de justice à Saint-Vith (Belgique) et membre questeur du Comité de l'UIHJ, a évoqué, avec Carsten Beischall et José Gomes da Cunha, le rôle du juge et de l'huissier de justice dans leurs pays. Ils ont ainsi indiqué que, dans le cadre d'une procédure d'exécution, c'est l'huissier de justice qui a la charge des procédures. Le juge ne doit intervenir que pour délivrer certaines autorisations ou pour régler les problèmes pouvant survenir dans le cadre de la procédure.

### **L'inéluctable mise en place d'une profession harmonisée dans l'Union européenne**

Enfin, Mathieu Chardon a développé le processus de standardisation en Europe des procédures d'exécution et du statut de l'huissier de justice. Partant de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du bloc soviétique en passant par le sommet européen de Tampere en octobre 1999, la création de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et la reconnaissance mutuelle des décisions de justice, notre confrère a démontré l'inéluctable mise en place d'une profession d'huissier de justice harmonisée dans l'Union européenne. Il a également indiqué les contours de cet huissier de justice harmonisé en évoquant le projet de multidisciplinarité de l'UIHJ dévoilé lors du Conseil permanent de l'UIHJ à Paris en novembre 2006, en conformité avec les vœux de la Recommandation Rec(2003)17 du Comité des ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe en matière d'exécution des décisions de justice, adoptée le 9 septembre 2003. Et le premier secrétaire de l'UIHJ de clore sa présentation : « *Quant aux craintes que d'aucuns pourraient nourrir sur la légitimité de l'huissier de justice à caractère libéral, je conclurai mon intervention en soumettant à votre analyse les propos du recteur Serge Guinchard, éminent professeur de droit français, spécialiste des procédures civiles et des voies d'exécution, qui a brillamment démontré à l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Zagreb les 8 et 9 mars 2007 que l'huissier de justice à caractère libéral est bel et bien un garant de l'Etat de droit.* »

En clôture de ce colloque, le président Isnard a à nouveau rappelé que l'Europe judiciaire était en marche et que les pays membres de l'Union européenne devaient accepter leurs responsabilités liées à l'adhésion, notamment en participant à l'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures civiles d'exécution, également soutenue et appelée de ses vœux par l'UIHJ.







## Towards a Harmonization of the Occupation of Judicial Officer in the European Union

At the time of the international conference which was held in Ljubljana on April 12, 2007, the UIHJ recalled the importance of the harmonization of the occupation of judicial officer and the procedures of execution in the European Union.

### A Difficult Context

Alerted on the alarming situation of the occupation of judicial officer in Slovenia by Tatjana Krivec, president of the National Chamber of the judicial officers of Slovenia, the UIHJ had on gone to Ljubljana on August 30 to September 1, 2006 in order to meet the authorities.

After these meetings it was decided to organize an international conference in Ljubljana having for topic: "Harmonization of the occupation of judicial officer and the procedures of execution in the European Union". This conference made it possible to hear representatives of the profession from Austria, Germany, the Netherlands, France, Belgium, Romania, Portugal and Slovenia and to discuss with them.

The near total of the 41 judicial officers were present, as well as Mr. Rajko Kotnik, State Secretary for Justice of Slovenia and some representatives of the authorities.

After some words of introduction pronounced by Tatjana Krivec, who welcomed all the participants and the delegation of the UIHJ lead by its president, Jacques Isnard, and the speakers from seven countries, Rajko Kotnik, State Secretary for Justice has, in his turn welcomed all in the name of the ministry of Justice and on its personal behalf. Mr. Kotnik pointed out that "the procedure of enforcement is of great importance in the organization of justice" and that "one of the integral parts of this procedure of enforcement is the judicial officer". He briefly evoked the history of the occupation of judicial officer in Slovenia leading to the reform of 1998 and the creation of a liberal body of judicial officers in 2002 characterized by the fact that the members of this profession exert only part of the enforcement procedures, primarily the attachment of tangible movable property. One of the problems, deploras Mr. Kotnik, is the delay in the treatment of the cases in front of the courts, the execution of the decisions of court belonging to the jurisdictional process. According to Mr. Kotnik, a bill, known as the Lukenda bill, would have effects by 2010, by simplifying the work of the judge and by exonerating him from part of it, notably with automation of certain procedures, following the example of Austria and Germany.



Jacques Isnard

### Three Professions

Speaking in his turn, Jacques Isnard launched out in a plebiscite for the harmonization of the occupation of judicial officer in the European Union. Addressing to the Slovenian fellow-members and to the representatives of the authorities, "The European Union is a reality. You are members of the EU. There are rules which are essential. The EU must be based on the principles of freedom, security and justice. All the countries will have to respect these standards. All the European systems are articulated around three pillars, of three law professions: lawyer, judge, judicial officer. The judge should only judge litigations. We want to allow and facilitate the installation of a harmonized occupation of judicial officer. The countries which want to transgress this elementary rule of triple pillar are in the wrong. This pillar exists and is irreversible. The three professions must share the same basic knowledge. It is a mistake to imagine that Slovenia will be able to set up a system based on an imbalance. The creation of the area of freedom, security and justice had the consequence to install a fair system of enforcement in the countries and a fair trust between the countries. If the countries do not have the same professions, the chain is broken. It is essential to establish common standards so that the professions are based on the same model, which is that of a profession with a liberal and independent status with a high level of legal training".

Une partie du public – A part of the public





*Tatjana Krivec*



*Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Chamber of Solicitadores of Portugal*



*Jos Uitdehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ – First Quaestor of the Committee of UIHJ*

### A Single Dispenser

Then it was the turn of Anton Lojowski, Gerichtsvollzieher in Austria, to evoke the enforcement system in his country. Our fellow-member proved particularly critical with respect to the system in force in Austria, estimating that the occupation of judicial officer, which is not the subject of the same development as in the majority of the other European Union countries, suffers from an important lack of effectiveness.

Mathieu Chardon, judicial officer in Versailles and first secretary of the UIHJ, presented the system in force in France. The key of the effectiveness, summarized our fellow-member, resides in the fact that it is the judicial officer, who is an independent professional exerting in a liberal but strictly controlled form, who intervenes in the whole of the enforcement procedures envisaged by the law. He acts, to some extent, as a single dispenser. To allow this the French judicial officer must have high legal competences, as the judge, the notary or the lawyer, and follow a thorough training. In addition, the mission of the French judicial officer is not limited to the sole enforcement, which represents only part of its activities. He serves the procedural documents, which is an essential element of security of the exchanges in legal matter. He draws up reports, which is essential to the material finding of evidence. He carries out voluntary or legal public auction sales. He carries out the amicable or legal debt collecting. He gives legal advice and can also carries out other activities.

Adrian Stoica, judicial officer in Constanza (Romania) and member of the board of the UIHJ, pointed out the changes operated in his country and the reform of the statute of the profession, carried out before the entry of Romania in the European Union. The judicial officers indeed adopted successfully a model based on the French system. Thanks to that, the problems with which were confronted Romania relating to the civil servant system (lack of means, low qualification level, delay and inefficiency in the execution) are now solved.

### Solutions in Germany and in Portugal

Carsten Beischall, Gerichtsvollzieher in Germany, informed the participants of the conference and the representatives of the ministry of justice of Slovenia of the evolution of the profession in his country. He explained the reasons which pushed the authorities to reconsider the profession and to consider the adoption of a status based on the model now in force in the European Union: lack of budget from the State, inefficiency, maladjustment and slowness of the system in place.

Antonio Gomes da Cunha, president of the Chamber of Solicitadores of Portugal, and Jose Vieira da Silva, president of the Chamber of Solicitadores of execution of Portugal, explained in turn the particular example of Portugal. Faced with the inefficiency of the system relating to the execution of court decisions, the Solicitadores, independent and liberals lawyers in charge amongst

*Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ – Quaestor of the Committee of UIHJ*

*Zoran Kuret, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie – Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovenia*





other things of the instruction of the cases in front of the jurisdictions, obtained the creation of a special branch of Solicitadores in charge of the procedures of execution. Created a few years ago, the Solicitadores da Execucao made it possible to regulate the problems which corroded the public service of justice relating to the execution of court decisions. The backlog was quickly solved and the enforcement of court decisions is carried out today in an effective and satisfactory way.

### Effectiveness in the Netherlands and in Belgium

Jos Uitdehaag, judicial officer (Netherlands) and member quaestor of the Committee of the UIHJ, described in detail the profession of Gerechtsdeurwaarder in Holland and its model based on the free competition, in particular allowing control over the market of the amicable and judicial debt collection. The Dutch system of the execution is characterized today by a well developed organization and a recognized effectiveness of the offices of judicial officers who are often grouped in the form of networks including several offices and several hundreds of employees. The Dutch judicial officers are very competitive and offer services to which the big clients are very sensitive. They are at the same time high level lawyers and businessmen often working under ISO standards.

Marc Schmitz, judicial officer in Saint-Vith (Belgium) and member quaestor of the Committee of the UIHJ, evoked, with Carsten Beischall and Jose Gomes da Cunha, the role of the judge and the judicial officer in their countries. They thus indicated that, within the framework of a procedure of execution, it is the judicial officer who is responsible with all enforcement procedures. The judge should only intervene to deliver certain authorizations or to regulate the problems being able to occur within the framework of the procedure.

### The Inescapable Installation of a Harmonized Profession in the European Union

Lastly, Mathieu Chardon developed the process of standardization in Europe of the procedures of execution and the statute of the judicial officer. On the basis of the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet block while considering the European Summit of Tampere in October 1999, the creation of the area of freedom, security and justice and the mutual recognition of the court decisions, our fellow-member showed the inescapable installation of a harmonized occupation of judicial officer in the European Union. He also drew the contours of this harmonized judicial officer by evoking the UIHJ project of a multi-field judicial officer revealed at the time of the permanent Council of the UIHJ in Paris in November 2006, in conformity with the wishes of the Recommendation Rec(2003)17 of the Committee of the ministers to the Member States of the Council of Europe on enforcement, adopted on September 9, 2003. And the first secretary of the UIHJ to close his presentation: *"As for the fear that some could nourish on the legitimacy of the liberal judicial officer, I will conclude my intervention by subjecting to your analysis the remarks from the rector Serge Guinchard, eminent French professor at law, specialist in the civil and enforcement procedures, who brilliantly showed at the time of the international conference which was held in Zagreb (March 8 and 9, 2007) that the liberal judicial officer is indeed guaranteeing the State of Law"*.

At the end of this conference, president Isnard again recalled that legal Europe was moving and that the Member States of the European Union were to accept their responsibilities related to their adhesion, in particular in taking part in the harmonization of the occupation of judicial officer and the civil enforcement procedures, also supported and promoted by the UIHJ.

*Les représentants du ministère de la Justice de Slovénie – The representatives of the Ministry of Justice of Slovenia*

